



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---












**Marché de service d'exploitation des installations de chauffage, ventilation et climatisation (CVC) du bâtiment Turing de l'Université Clermont Auvergne**

---

N° du CCAP : MAINT003L01

**Université Clermont Auvergne**  
49 Boulevard François Mitterrand  
CS 60032  
63000 CLERMONT-FERRAND

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Marché de service d'exploitation des installations de chauffage, ventilation et climatisation (CVC) du bâtiment Turing de l'Université Clermont Auvergne
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Nombre de lots</b>	Sans
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clause sociale</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	
	<b>Reconduction</b>	
	<b>Prix</b>	Prix forfaitaires et prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Sans

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Réalisation de prestations similaires .....	4
2 - Pièces contractuelles .....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	4
4 - Durée et délais d'exécution.....	5
4.1 - Durée du contrat .....	5
5 - Prix.....	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	5
6 - Garanties Financières.....	6
7 - Avance.....	7
8 - Modalités de règlement des comptes.....	7
8.1 - Présentation des demandes de paiement .....	7
8.2 - Délai global de paiement .....	8
8.3 - Paiement des cotraitants .....	8
8.4 - Paiement des sous-traitants .....	8
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
9.2 - Décision après vérification .....	9
10 - Développement durable.....	9
11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	9
12 - Pénalités .....	9
13 - Assurances .....	10
14 - Résiliation du contrat.....	10
14.1 - Conditions de résiliation .....	10
15- Règlement des litiges et langues.....	11
16 - Clauses complémentaires .....	11
17 - Dérogations .....	12

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
Marché de service d'exploitation des installations de chauffage, ventilation et climatisation (CVC) du bâtiment Turing de l'Université Clermont Auvergne

Lieu d'exécution :  
Bâtiment Turing : 7 Avenue Blaise Pascal, 63170 Aubière

### 1.2 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- La décomposition du temps de maintenance (DTM)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cadre du mémoire technique
- Le cadre de réponse synthétique
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique et financière du titulaire

Seul l'acte d'engagement sera signé par les deux parties contractualisant ainsi toutes les pièces contractuelles énumérées ci-dessus.

## 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité selon les modalités suivantes :  
Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.  
Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le service bénéficiaire pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 4 - Durée et délais d'exécution

### 4.1 - Durée du contrat

Le marché est conclu pour une période de 4 ans fermes à partir de la date de notification du marché.

## 5 - Prix

### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

#### 1. – PRIX DES PRESTATIONS DE CONDUITE ET D'ENTRETIEN P2 DE GARANTIE TOTALE P3

Pour chaque exercice annuel, les prestations de conduite, d'entretien courant et de dépannages, ainsi que les prestations de garantie totale, sont réglées à prix global P2 et P3.

Les postes P2 et P3 sont forfaitaires et ne subissent pas de révision en fonction de la durée effective des saisons de chauffe.

Le poste P6 est fixé par saison pour les petits travaux dans les installations de l'Université, et il n'est pas révisé.

#### 1. Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

#### Poste P2

Le prix forfaitaire du P2 renseigné dans l'acte d'engagement est ferme pendant un an, et est révisable une fois par an à la date anniversaire de début de marché selon la formule suivante :

$$P2 = P2o (0,15 + 0,70 ICHTTS1 / ICHTTS1o + 0,15 FSD 2 / FSD 2o)$$

ICHTTS1o = Valeur de l'indice, coût horaire du travail tous salariés, charges salariales comprises publié au Moniteur des Travaux Publics, connu au 01/04/2024

ICHTTS1 = Moyenne prorata temporis des valeurs de ce même indice sur la période facturée

FSD 2o = Valeur de l'indice "frais et services divers catégorie 2 C" publié au Moniteur des Travaux Publics, connu au 01/04/2024

FSD 2 = Moyenne prorata temporis des valeurs de ce même indice sur la période facturée Le nouveau prix est ferme pendant un an.

Le poste P2 ne subira pas de révision en fonction de la durée de la saison de chauffe.

Le nouveau prix devra être communiqué dans un délai de 15 jours avant la date anniversaire du marché.

La révision se fait avec les derniers indices connus à la date anniversaire du marché (en tenant compte du délai de 15 jours)

Les valeurs finales de chacun de ces paramètres seront calculées en fin d'exercice et correspondront à la moyenne pondérée prorata temporis sur la durée de l'exercice.

### Poste P3

Le prix forfaitaire du P3 renseigné dans l'acte d'engagement est ferme pendant un an, et est révisable une fois par an à la date anniversaire de début de marché selon la formule suivante :

$$P3 = P3o (0,15 + 0,85 BT40/ BT40o)$$

BT40o = Valeur de l'indice, index national bâtiment chauffage central, publiée au Moniteur des Travaux Publics, connu au 01/04/2024

BT40 = Moyenne prorata temporis des valeurs de ce même indice sur la période facturée Le nouveau prix est ferme pendant un an.

Le poste P3 ne subira pas de révision en fonction de la durée de la saison de chauffe.

Le nouveau prix devra être communiqué dans un délai de 15 jours avant la date anniversaire du marché.

La révision se fait avec les derniers indices connus à la date anniversaire du marché (en tenant compte du délai de 15 jours)

## 1. Garantie totale P3

Le marché comporte une clause de garantie totale des installations dont les modalités sont définies dans le C.C.T.P.

A l'issue de chaque exercice, le Titulaire établira et communiquera à l'Université le compte d'exécution des travaux réalisés au titre de la garantie totale.

Le décompte annuel reprendra la somme des recettes et des dépenses P3.

Si à l'issue du marché, le compte P3 est positif, la somme résultante sera reversée à l'Université. Si au contraire le solde est négatif, le Titulaire en supportera seul la charge.

Le Titulaire précisera les tarifs horaires ainsi que les coefficients qu'il appliquera sur les matériels.

Le Titulaire présentera un devis pour chaque réalisation. Un bilan sera réalisé à la fin de chaque saison. A la fin du marché, si le solde est positif le Titulaire reversera le solde à L'Université.

## 6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée

## 7 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

## 8 - Modalités de règlement des comptes

### 8.1 - Présentation des demandes de paiement

Le Titulaire établira, pour les postes P2 - P3, **des factures séparées**.

#### 1. – FACTURATION

Le Titulaire établira pendant l'exercice (*1<sup>er</sup> septembre au 31 août*) les factures suivantes :

##### 1. – P2 et P3

Les factures seront établies trimestriellement (à terme échu) et devront correspondre à ¼ des montants inscrits dans l'acte d'engagement.

Ces factures seront établies les :

- *1<sup>er</sup> novembre*
- *1<sup>er</sup> février*
- *1<sup>er</sup> mai*
- *1<sup>er</sup> août*

A la fin de l'exercice, le 31 août, il sera établi une facture à part tenant compte de l'intéressement.

### Présentation des demandes de paiement

#### Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002806100013

### **8.2 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **8.3 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **8.4 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.



## 9 - Conditions d'exécution des prestations

Les modalités d'exécution sont précisées en article 4 du C.C.T.P.

Les opérations de vérification ont pour but de constater la conformité des prestations fournies aux spécifications du marché.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du Titulaire ou indépendamment de celles-ci.

Elles portent entre autres sur les points suivants :

- nombre et qualité des interventions exécutées en référence au programme de maintenance préventive,
- état des installations et des locaux d'entretien,
- qualité des rapports d'intervention,
- mise à jour des documents d'exploitation et de documentation technique.

La présence du titulaire ou son représentant pourra être requise lors des opérations de vérification. Tous les essais nécessaires au contrôle sont à la charge du Titulaire.

Si une de ces vérifications révèle une non-conformité sur une prestation ou l'absence de réalisation d'une prestation contractuelle, les pénalités sont appliquées dans les conditions définies au présent C.C.A.P.

Les résultats à obtenir sont appréciés en fonction du nombre d'incidents de fonctionnement, de l'indisponibilité des matériels, des équipements ou des locaux, ainsi que du non-respect des conditions à garantir définies au C.C.T.P et ses annexes.

### 9.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## 10 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

## 11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 12 - Pénalités

L'ensemble des pénalités sont décrites en annexe 3 « SLA & KPI ».

## 13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 14 - Résiliation du contrat

### 14.1 - Conditions de résiliation

Dans le cas de prestations non-conformes, l'Université met en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, le Titulaire de remédier aux non conformités dans un délai de 48 heures à compter de la réception de la mise en demeure.

Si à l'expiration de ce délai, le Titulaire ne peut assurer la prestation contractuelle, l'Université y pourvoit aux frais et risques du Titulaire, conformément aux dispositions du CCAG fournitures courants et services.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent sans préjudice de résiliation possible, conformément aux dispositions du CCAG précité.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles et pénales qui pourraient être intentées au Titulaire en raison de ses fautes.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 3,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le présent marché est signé entre l'Université et le Titulaire. Toute modification des structures d'une des sociétés (changement de statuts du Titulaire, achat du Titulaire par une autre société) doit faire l'objet d'un accord de l'Université. Le défaut d'accord peut entraîner la résiliation sans indemnité.

### 14.2 – RESILIATION AU PROFIT DE L'UNIVERSITE

En dehors des cas prévus ci-dessus, la résiliation sera acquise au bénéfice de l'Université, aux frais du Titulaire :

- si le Titulaire se montre incapable d'assurer l'exploitation, d'entretenir ou de renouveler les installations qui lui ont été confiées
- en cas de règlement judiciaire, faillite ou disparition du Titulaire

Le Titulaire s'interdit de céder ses droits et obligations résultant pour lui du marché sans accord préalable écrit à l'Université, sous peine de déchéance.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 14.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 15- Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Clermont Ferrand est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 16 - Clauses complémentaires

Réversibilité :

Le Prestataire doit accepter pendant les deux (2) derniers mois de son Marché la présence du nouveau Prestataire sans rémunération complémentaire et sans modification de ses obligations contractuelles.

Il est expressément convenu que le Prestataire est soumis à un devoir général d'information afin de permettre une reprise de l'activité dans des conditions n'induisant directement ou indirectement aucun surcoût pour l'UCA ou toute personne agissant pour son compte.

Pour mémoire et rappel : La garantie de résultat s'applique à l'ensemble des Prestations réalisées par Le Prestataire au cours du Marché et sur l'état des ouvrages et des installations en fin de Marché. A ce titre, Le Prestataire garantit à l'UCA, selon des modalités définies au présent Marché que les ouvrages et les installations dont il assure la conduite, la maintenance et l'entretien, seront en fin de Marché en parfait état et opérationnels.

Le Prestataire devra fournir un inventaire complet des installations avec toutes les mises à jour ainsi qu'une sauvegarde de l'intégralité des données de la GMAO deux (2) mois avant la fin de son Marché.

## 17 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 3 du CCAP déroge à l'article 5.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 27 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 28 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services